

NEXITY AIX LA PARADE
Domaine de Parade Bât Kessel
1600 ROUTE DES MILLES
CS 90403
13097 AIX EN PROVENCE CEDEX 2

Téléphone: 04.42.93.47.50

ADRESSE DE L'IMMEUBLE : LE CLOS DE LA CHARTREUSE ROUTE DE GALICE LE CLOS DE LA CHARTREUSE 13090 AIX EN PROVENCE

AIX EN PROVENCE, 22/09/2022

PROCÈS VERBAL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Le jeudi 22 septembre 2022 à 18h00

Les copropriétaires de la copropriété LE CLOS DE LA CHARTREUSE se sont réunis en Assemblée Générale à l'adresse suivante :

SALLE DE LA CAFETERIA LE CLOS DE LA CHARTREUSE ROUTE DE GALICE 13090 AIX EN PROVENCE

Sur convocation individuelle qui leur a été faite par le syndic par lettres recommandées avec accusés de réception ou par voie électronique ou contre émargement.

Absents :	5	2958 10000	voix /	10000 10000	voix soit	29,58% 100,00%
	5	2958	voix /	10000	voix soit	29,58%
Présents et Représentés ou ayant voté par correspondance :	12	7042	voix /	10000	voix soit	70,42%

Conformément à l'article 14 du décret n°67-223 du 17 mars 1967 modifié, il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque membre entrant en séance, tant en leur nom personnel que comme mandataire éventuel.

Les mandats avec délégation de vote sans indication du nom du mandataire ont été remis par le syndic, en début de séance, à un ou plusieurs membres du conseil syndical.

La feuille de présence, certifiée sincère et véritable, permet de constater que 12 copropriétaires sur 17 sont présents ou représentés et possèdent 7042 voix sur 10000 voix.

Elle identifie les copropriétaires ayant voté par correspondance et ceux ayant participé par audio ou visioconférence.

Etaient absents:

M. et Mme DU BOUCHER HENRI (571), M. et Mme PAGET (628), M. PAOLI FRANCK (566), SARL SAMAIX (572), Succession VERNAZZA CHRISTIAN (621).

Paraphes

RAPPEL DE L'ORDRE DU JOUR

age 4
_
age 4
age 4
age 5
age 5
age 5
age 6
ige 6
age 7
age 7
age 8
ige 8
_
ige 8

Procès-verbal conforme à l'original dûment signé par le président, le ou les scrutateurs s'il en a été désigné(s) et le secrétaire

Résolution n°15
Vie de l'immeuble

PROCÈS VERBAL

RÉSOLUTION N° 1 : DÉSIGNATION DU PRÉSIDENT DE SÉANCE

Clé de répartition : 0018-2 Charges particulières - Article 24

0

8

Sont candidats:

- Mme DRIMEN
- Mme LACOURTY

Vote sur la candidature de Mme DRIM	EN:	
-------------------------------------	-----	--

Présents et Représentés ou ayant voté par correspondance	. 12	7042	voix /	10000	voix
ayani vote pai correspondance	N				
Ont voté contre :	0	0	voix /	10000	voix
Abstentions :	0	0	voix /	10000	voix
Ont voté pour :	12	7042	voix /	10000	voix

Cette résolution est adoptée à la majorité simple de 3522 voix sur 7042 voix exprimées, conformément à l'article 24 de la loi du 10 juillet 1965.

Vote sur la candidature de Mme LACOURTY :

Présents et Représentés ou	12	7042	voix /	10000	voix
ayant voté par correspondance	:				
Ont voté contre :	0	0	voix /	10000	voix
Abstentions:	0	0	voix /	10000	voix
Ont voté pour :	12	7042	voix /	10000	voix

Cette résolution est adoptée à la majorité simple de 3522 voix sur 7042 voix exprimées, conformément à l'article 24 de la loi du 10 juillet 1965.

L'Assemblée Générale désigne comme Président de séance Mme DRIMEN .

RÉSOLUTION N° 2 : DÉSIGNATION DES SCRUTATEURS

Clé de répartition : 0018-2 Charges particulières - Article 24

Est candidat:

Mme LACOURTY

Vote sur la candidature de Mme LACOURTY :

Présents et Représentés ou	12	7042	voix /	10000	voix
ayant voté par correspondance	i.				
Ont voté contre :	0	0	voix /	10000	voix
Abstentions:	0	0	voix /	10000	voix
Ont voté pour :	12	7042	voix /	10000	voix

Cette résolution est adoptée à la majorité simple de 3522 voix sur 7042 voix exprimées, conformément à l'article 24 de la loi du 10 juillet 1965.

L'Assemblée Générale désigne comme Scrutateur(s) : Mme LACOURTY

RÉSOLUTION N° 3 : DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Clé de répartition : 0018-2 Charges particulières - Article 24

Est candidat :

· M. REHANI Albert

Vote sur la candidature de M. REHANI Albert :

Présents et Représentés ou	12	7042	voix /	10000	voix
ayant voté par correspondance	:				
Ont voté contre :	0	0	voix /	10000	voix
Abstentions:	0	0	voix /	10000	voix
Ont voté pour :	12	7042	voix /	10000	voix

Cette résolution est adoptée à la majorité simple de 3522 voix sur 7042 voix exprimées, conformément à l'article 24 de la loi du 10 iuillet 1965.

L'Assemblée Générale désigne comme Secrétaire de séance M. REHANI Albert.

RÉSOLUTION N° 4: APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE DU 01/01/2021 AU 31/12/2021

Clé de répartition : 0018-2 Charges particulières - Article 24





L'Assemblée Générale approuve

- sans réserve en leur forme, teneur et imputation, les comptes de l'exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021, tels qu'ils figurent aux annexes jointes à la convocation de l'Assemblée Générale et qui font ressortir :
- un montant total de charges nettes de 55.104,58 € pour les opérations courantes

Vote sur la proposition :

Présents et Représentés ou	12	7042	voix /	10000	voix
ayant voté par correspondance :					
Ont voté contre :	0	0	voix /	10000	voix
Abstentions :	0	0	voix /	10000	voix
Ont voté pour :	12	7042	voix /	10000	voix

Cette résolution est adoptée à la majorité simple de 3522 voix sur 7042 voix exprimées, conformément à l'article 24 de la loi du 10 juillet 1965.

RÉSOLUTION N° 5 : ACTUALISATION DU BUDGET PRÉVISIONNEL DE L'EXERCICE DU 01/01/2022 AU 31/12/2022 POUR UN MONTANT DE 62.000,00 €

Ø

Clè de répartition : 0018-2 Charges particulières - Article 24

Lors de l'Assemblée Générale du 09/06/2021, le budget prévisionnel de la copropriété, pour l'exercice comptable en cours du 01/01/2022 au 31/12/2022 a été adopté pour un montant de 60.480,00 €.

L'Assemblée décide d'ajuster le budget prévisionnel initialement voté pour cet exercice en portant son montant à 62.000,00 €, conformément au détail joint à la convocation.

La régularisation des provisions de charges, consécutive à l'actualisation dudit budget interviendra lors du prochain appel de fonds.

Vote sur la proposition :

Présents et Représentés ou	12	7042	voix /	10000	voix
ayant voté par correspondance :					
Ont voté contre :	0	0	voix /	10000	voix
Abstentions :	0	0	voix /	10000	voix
Ont voté pour :	12	7042	voix /	10000	voix

Cette résolution est adoptée à la majorité simple de 3522 voix sur 7042 voix exprimées, conformément à l'article 24 de la loi du 10 juillet 1965.

RÉSOLUTION N° 6 : APPROBATION DU BUDGET PRÉVISIONNEL DE L'EXERCICE DU 01/01/2023 AU 31/12/2023 POUR UN MONTANT DE 62.000,00 €.



Clé de répartition : 0018-2 Charges particulières - Article 24

Conformément aux dispositions de l'article 43 du décret du 17 mars 1967, l'Assemblée Générale approuve le budget prévisionnel joint à la convocation pour l'exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023. Le budget, détaillé par postes de dépenses, a été élaboré par le Syndic assisté du Conseil Syndical, arrêté à la somme de 62.000,00 € et sera appelé par provisions trimestrielles exigibles le 1er jour de la période fixée.

L'adoption de ce budget permettra au Syndic d'exercer à l'encontre des copropriétaires défaillants la faculté d'exiger par anticipation les provisions non encore échues relatives à l'exécution dudit budget et ce par saisie du président du tribunal judiciaire statuant selon la procédure accélérée au fond, conformément aux dispositions prévues à l'article 19-2 de la loi du 10 juillet 1965.

Le montant de ce budget pourra être révisé lors de la prochaine Assemblée Générale en fonction des dépenses réelles de l'exercice en cours et de l'évolution à attendre des charges courantes de fonctionnement.

Vote sur la proposition :

Présents et Représentés ou	12	7042	voix /	10000	voix
ayant voté par correspondance :					
Ont voté contre :	0	0	voix /	10000	voix
Abstentions :	0	0	voix /	10000	voix
Ont voté pour :	12	7042	voix /	10000	voix

Cette résolution est adoptée à la majorité simple de 3522 voix sur 7042 voix exprimées, conformément à l'article 24 de la loi du 10 juillet 1965.

RÉSOLUTION N° 7: DÉSIGNATION À NOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ NEXITY LAMY EN QUALITÉ DE SYNDIC, APPROBATION DU CONTRAT DE MANDAT



Clé de répartition : 0018-2 Charges particulières - Article 25 / Article 25-1

L'Assemblée Générale

Désigne à nouveau en qualité de Syndic, la société NEXITY LAMY Société par actions simplifiée au capital de 219 388 000 € dont le siège social est situé à Paris (75008), 19 rue de Vienne, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 487 530 099, titulaire de la carte professionnelle n° CP! 7501 2015 000 001 224 portant les

mentions Transaction sur immeubles et fonds de commerce, Gestion immobilière, Syndic de copropriété et Prestations touristiques délivrée par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Ile-de-France, bénéficiaire d'une garantie financière au titre de son activité de Syndic de copropriété pour un montant de 520 000 000 €uros, octroyée par la COMPAGNIE EUROPEENNE DE GARANTIES ET CAUTIONS, dont le siège social est au 16 Rue Huche Tour KUPKA B TSA 39999 à Paris La Défense Cedex (92919),

pour une durée de 2 ans.

Le contrat de mandat du Syndic entrera en vigueur le 01/07/2022 et prendra fin le 30/06/2024 . Conformément à la proposition jointe à la convocation, les honoraires sont fixés à:

- Pour la première période du 01/07/2022 au 30/06/2023 à 11819,16 € HT, soit 14183 € TTC
- Pour la seconde période du 01/07/2023 au 30/06/2024 à 11819,16 € HT, soit 14183 € TTC pour les prestations incluses au titre du forfait pour la période du contrat.

Les honoraires s'entendent "Toutes Taxes Comprises" au taux de TVA en vigueur, soit actuellement 20 %. En cas de variation de ce taux, les honoraires "Toutes Taxes Comprises" évolueront en plus ou en moins dans la même proportion.

L'Assemblée Générale des copropriétaires désigne Mme DRIVET en sa qualité de Président de séance, pour signer le contrat de mandat de Syndic adopté au cours de la présente réunion.

Vote sur la proposition :

Présents et Représentés ou	12	7042	voix /	10000	voix
ayant voté par correspondance ;					
Ont voté contre :	0	0	voix /	10000	voix
Abstentions :	0	0	voix /	10000	voix
Ont voté pour :	12	7042	voix /	10000	voix

Cette résolution est adoptée à la majorité absolue de 5001 voix sur 10000 voix, conformément à l'article 25 de la loi du 10 juillet 1965.

RÉSOLUTION N° 8 : DÉSIGNATION DES MEMBRES DU CONSEIL SYNDICAL POUR UNE DURÉE DE 2 ANS.

8

Clé de répartition : 0018-2 Charges particulières - Article 25 / Article 25-1

Sont candidats:

- M. LE BARS
- · M. VIGNAL

Vote sur la candidature de M. LE BARS :

Présents et Représentés ou ayant voté par correspondance :	12	7042	voix /	10000	voix
Ont voté contre :	0	O	voix /	10000	voix
Abstentions:	0	0	voix /	10000	voix
Ont voté pour :	12	7042	voix /	10000	voix

Cette résolution est adoptée à la majorité absolue de 5001 voix sur 10000 voix, conformément à l'article 25 de la loi du 10 juillet

Vote sur la candidature de M. VIGNAL :

Présents et Représentés ou	12	7042	voix /	10000	voix
ayant voté par correspondance :					
Ont voté contre :	0	0	voix /	10000	voix
Abstentions:	0	0	voix /	10000	voix
Ont voté pour :	12	7042	voix /	10000	voix

Cette résolution est adoptée à la majorité absolue de 5001 voix sur 10000 voix, conformément à l'article 25 de la loi du 10 juillet 1965.

En conséquence, l'Assemblée Générale désigne : M. LE BARS,M. VIGNAL, en qualité de membre du Conseil Syndical, conformément aux dispositions du règlement de copropriété et/ou aux dispositions des articles 21 et 25 de la loi du 10 juillet 1965 et du décret du 17 mars 1967, et ce pour une durée de 2 ans et jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de la copropriété arrêtés au 31/12/2024

RÉSOLUTION N° 9: MONTANT DES MARCHÉS DE TRAVAUX ET DES CONTRATS DE FOURNITURES À PARTIR DUQUEL LA CONSULTATION DU CONSEIL SYNDICAL PAR LE SYNDIC EST OBLIGATOIRE (ARTICLE 21 DE LA LOI DU 10 JUILLET 1965).



Clé de répartition : 0018-2 Charges particulières - Article 25 / Article 25-1

L'assemblée générale décide de fixer à 1.000,00 € H.T le montant des marchés de travaux et des contrats de

•

C.

fournitures à partir duquel la consultation du conseil syndical par le syndic est obligatoire.

L'avis du Conseil Syndical, saisi par le syndic, sera valablement donné par lettre du président ou de tout membre du Conseil Syndical.

Vote sur la proposition :

Présents et Représentés ou	12	7042	voix /	10000	voix
ayant voté par correspondance	:				
Ont voté contre :	0	0	voix /	10000	voix
Abstentions :	Ō	0	voix /	10000	voix
Ont voté pour :	12	7042	voix /	10000	voix

Cette résolution est adoptée à la majorité absolue de 5001 voix sur 10000 voix, conformément à l'article 25 de la loi du 10 juillet 1965.

RÉSOLUTION N° 10 : MONTANT DES MARCHÉS DE TRAVAUX ET DES CONTRATS À PARTIR DUQUEL UNE MISE EN CONCURRENCE EST RENDUE OBLIGATOIRE (ARTICLE 21 DE LA LOI DU 10 JUILLET 1965).

Clé de répartition : 0018-2 Charges particulières - Article 25 / Article 25-1

Conformément aux dispositions prévues à l'article 21 de la loi du 10 juillet 1965, l'Assemblée Générale décide de fixer à 1.000,00 € HT le montant des marchés de travaux et des contrats à partir duquel une mise en concurrence est rendue obligatoire dans la limite des montants soumis à l'avis du Conseil Syndical.

Vote sur la proposition :

Présents et Représentés ou	12	7042	voix /	10000	Voix
ayant voté par correspondance :					
Ont voté contre :	0	0	voix /	10000	voix
Abstentions :	0	0	voix /	10000	voix
Ont voté pour :	12	7042	voix /	10000	voix

Cette résolution est adoptée à la majorité absolue de 5001 voix sur 10000 voix, conformément à l'article 25 de la loi du 10 juillet 1965.

RÉSOLUTION N° 11 : DÉCISIONS À PRENDRE CONCERNANT LA RÉALISATION ET LA GESTION DES TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE LA CENTRALE HYDRAULIQUE DE L'ASCENSEUR XU016

Clé de répartition : 0010-5 Ascenseurs - Article 24

L'Assemblée Générale après avoir :

- pris connaissance des conditions essentielles du devis notifié ;
- pris connaissance de l'avis du Conseil Syndical;

et après en avoir délibéré.

- Décide d'effectuer les travaux suivants : Remplacement de la centrale hydraulique de l'ascenseur XU016
- Retient la proposition présentée :
 - par l'entreprise OTIS pour un montant de 7.894,83 €uros TTC

La consultation a été élargie auprès d'autres ascensoristes pour avoir un comparatif.

Et ayant pris connaissance de la grille tarifaire des honoraires, avec taux dégressif selon l'importance des travaux, proposée par le Syndic conformément à l'ART 18-1 A de la loi du 10 juillet 1965 :

Montants HT de l'opération	Taux HT:	Taux TTC:
•de 0 à 15 000 €HT	300 €	360 €
•de 15 000 à 100 000 €HT	3,5 %	4,2 %
• de 100 000 à 250 000 € HT	3,0 %	3,6 %
• de 250 000 à 500 000 € HT	2,5 %	3 %
• supérieur à 500 000 € HT	2,0 %	2,4 %

- décide que les honoraires du Syndic au titre des travaux votés s'élèvent à 360 € TTC (forfait minimum).
 (le cas échéant) - le financement de vacations au titre de visites supplémentaires du chantier en qualité de représentant du maître d'ouvrage.

Il est précisé que le coût des travaux, ainsi que les frais, honoraires et assurances y afférents seront répartis selon :

les tantièmes attachés aux lots concernés par la dépense : charges de

PV AG LE CLOS DE LA CHARTREUSE

0

0

Démarrage des travaux prévu à la date du :

Le Syndic procédera aux appels de fonds selon les modalités suivantes :

Montant : 100%, exigibilité : 25/10/2022

Vote sur la proposition :

Présents et Représentés ou	12	6635	voix /	10000	voix
 ayant voté par correspondance 	:				
Ont voté contre :	0	0	voix /	10000	voix
Abstentions :	0	0	voix /	10000	voix
Ont voté pour :	12	6635	voix /	10000	voix

Cette résolution est adoptée à la majorité simple de 3318 voix sur 6635 voix exprimées, conformément à l'article 24 de la loi du 10 juillet 1965.

Renégocier le tarif de OTIS à 7469 € TTC

La proposition est retenue par l'Assemblée Générale.

RÉSOLUTION N° 12 : DÉCISIONS À PRENDRE POUR PRENDRE EN CHARGE LES FRAIS DE REMPLACEMENT DE L'UNITÉ DE CLIMATISATION DE LA SALLE DÉJEUNER

Clé de répartition : 0018-2 Charges particulières - Article 24

L'Assemblée Générale après avoir :

- pris connaissance des conditions essentielles du devis notifié ;
- pris connaissance de l'avis du Conseil Syndical ;

et après en avoir délibéré,

• Décide de prendre en charge la facture Cleaner pour un montant de 4.069,20 €uros TTC réglée en frais avancés par la société ODALYS.

Vote sur la proposition :

Présents et Représentés ou	12	7042	voix /	10000	voix
ayant voté par correspondance	e:				
Ont voté contre :	11	6482	voix /	10000	voix
Abstentions :	0	0	voix /	10000	voix
Ont voté pour :	1	560	voix /	10000	voix
Succession GRASS MARIS-FRA	NCOISE (560)				

Cette résolution est rejetée à la majorité simple de 3522 voix sur 7042 voix exprimées, conformément à l'article 24 de la loi du 10 juillet 1965.

L'Assemblée Générale rejette toutes les propositions.

POINT D'INFORMATION N° 13 : INFORMATIONS RELATIVES AU SERVICE DE NOTIFICATION DES CONVOCATIONS ET PROCÈS-VERBAUX PAR LETTRE RECOMMANDÉE ÉLECTRONIQUE DE NEXITY

La loi Alur a permis la notification des convocations et procès-verbaux d'assemblée générale par voie électronique. Dès lors que le syndic propose ce service, chaque copropriétaire souhaitant en bénéficier doit donner son accord exprès au syndic.

Nexity a choisi, pour des questions de sécurité juridique, la notification par lettre recommandée électronique (LRE).

Le montant des frais de notification par LRE est de 3,54 € TTC par envoi. Comme le prévoit la loi, ces frais seront répartis en charges communes générales au titre des charges d'administration de la copropriété.

Nexity a souhaité créer un service 100% digital. Aussi, les copropriétaires intéressés devront adhérer à ce service depuis l'extranet client; mynexity.fr

L'adhésion au service e-convocation / e-pv de Nexity c'est :

- Etre assuré de recevoir ses documents
- Eviter un déplacement au bureau de poste
- Contribuer à la baisse des charges de la copropriété, les frais d'envoi d'une lettre recommandée électronique étant
 - sensiblement moins chers que les frais postaux d'une lettre recommandée avec accusé de réception
 - Economiser du papier

POINT D'INFORMATION N° 14 : INFORMATION SUR L'ESPACE PRIVÉ MYNEXITY



NEXITY LAMY met à disposition de ses clients un Espace Client MyNexity gratuit, sécurisé, disponible 24h /24 et 7j / 7, accessible depuis un ordinateur, une tablette et leur permettant d'accéder immédiatement à l'intégralité de leurs informations personnelles et celles de leur copropriété.

Après avoir activé leur Espace Client MyNexity les copropriétaires peuvent notamment :

- Consulter la situation de leurs comptes (charges, travaux, avances, fonds travaux),
- Accéder à l'ensemble de leurs documents : fiche synthétique d'immeuble, appel de fonds, compte individuel de charges, copie de la convocation d'assemblée générale et derniers procès-verbaux, règlement de copropriété, contrat de syndic, carnet d'entretien...
 - · Payer leurs charges en ligne,
 - Demander à recevoir par email leurs documents (1) : appel de fonds, compte individuel de charges,
- Consulter la liste des membres du CS et des fournisseurs de leur immeuble, le calendrier et les comptes rendus de visite de leur immeuble,
- Déclarer un incident/panne ou déposer toutes demandes (comptable, information, document, ...) puis suivre en temps réel leurs avancements,
- Accéder à l'assistance Nexity, permettant de consulter nos tutoriels & les réponses aux questions fréquentes par thématiques : Ma copropriété, Mon Syndic, Le Conseil Syndical et ses membres, Assemblées générales, Mes documents de Syndic, Travaux et sinistres, Honoraires et charges.

Par ailleurs les membres du Conseil Syndical disposent d'un espace spécifique et exclusif dans lequel ils peuvent :

- · Suivre le budget, les dépenses et la situation de trésorerie de leur copropriété,
- Consulter l'attestation d'immatriculation, les factures de charges et les relevés bancaires de la copropriété, la balance générale des comptes, les documents du syndic (attestations et carte professionnelle), l'annuaire des copropriétaires,
 - Découvrir les actualités pratiques et réglementaires dédiées aux Conseils Syndicaux.

Votre Espace Client est accessible depuis www.mynexity.fr et requiert un code d'activation transmis sur simple demande en agence et disponible sur chaque appel de fonds.

Votre login de connexion est votre adresse email, vous pouvez demander une régénération de votre mot de passe si vous l'avez oublié.

(1)Uniquement en cas de règlement par prélèvement automatique

POINT D'INFORMATION N° 15 : VIE DE L'IMMEUBLE



Relancer ODALYS pour la récupération des eaux de condensation des climatisations pour les appartements non raccordés à la descente.

Information donnée sur le DPE et sur les bornes de recharges électriques.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 18h37.

RAPPEL DE L'ARTICLE 42 ALINEA 2 DE LA LOI DU 10 JUILLET 1965 :

« Les actions en contestation des décisions des assemblées générales doivent, à peine de déchéance, être introduites par les copropriétaires opposants ou défaillants dans un délai de deux mois à compter de la notification du procès-verbal d'assemblée, sans ses annexes. Cette notification est réalisée par le syndic dans le délai d'un mois à compter de la tenue de l'assemblée générale. »

LE PRESIDENT

Mme DRIMEN

LE SECRÉTAIRE

M. REHANI Albert

LE(S) SCRUTATEUR(S)

Mme LACOURTY

PROCÈS VERBAL CONFORME À L'ORIGINAL DUMENT SIGNÉ PAR LE PRÉSIDENT, LE OU LES SCRUTATEURS S'IL EN A ÉTÉ DÉSIGNÉ(S) ET LE SECRÉTAIRE.

Légende:

Résolution acceptée:

Résolution refusée:

Absence de candidats:

Vote sans objet:

Aucune voix exprimée:

Point d'information: